

La relation ISRAËLO-AMÉRICAINE et la présidence Obama

Jean-Pierre Bensimon

Professeur de sciences sociales,
consultant en organisation, président
d'une association dédiée à la défense
contre la désinformation

A ce jour, le nouveau président américain n'a pas fait de communication publique vraiment consistante sur ses

intentions concrètes au Proche-Orient. Sa volonté d'un processus de paix "agressif" exprimé lors de l'installation de son envoyé Georges Mitchell, le 23 janvier, n'était qu'un procédé rhétorique pour dire "nous continuons le processus de paix", sans plus. L'envoyé présidentiel a pour mission de traiter à la fois rien moins que le conflit israélo-palestinien et le conflit israélo-arabe, ce qui n'est pas l'indice d'options bien arrêtées.

On connaît les relations précédentes d'Obama, cordiales et même amicales avec les deux professeurs palestiniens de l'université Columbia où il a fait ses études, feu Édouard Saïd et Rachid Khalidi, deux solides adversaires du sionisme. Comme sénateur, il se situait au sein d'une minuscule extrême gauche démocrate assez antisioniste. Mais on sait aussi qu'il a visité Israël à plusieurs reprises et qu'il a impressionné ce pays en juillet 2008, déclarant à Sdérot : *"Je ne pense pas qu'aucun pays trouverait acceptable de laisser tomber des pluies de missiles sur les têtes de ses citoyens. Si on envoyait des roquettes en pleine nuit sur ma maison où mes deux filles sont en train de dormir, je ferais tout ce qui est en mon pouvoir pour arrêter cela. Je m'attendais à ce que les Israéliens fassent la même chose."*

Dans son important discours inaugural du 20 janvier dernier, où il affirmait des principes forts mais sans déclinaison programmatique, on l'a vu de même placer le terrorisme en tête des menaces d'une époque chargée de lourds nuages : *"Notre nation est en guerre contre un vaste réseau de violence et de haine"*. Le défi de la crise économique ne venait qu'en second. Le nouveau président étayait un peu plus loin ce constat par une vigoureuse mise en garde : *"pour ceux qui veulent faire avancer leurs objectifs en créant la terreur et en massacrant des innocents, nous vous disons maintenant que notre résolution est plus forte et ne peut pas être brisée ; vous ne pouvez pas nous survivre et nous vous vaincrons."*¹ Cette vision correspond assez exactement à l'expérience et aux aspirations des Israéliens. Dans le même discours, son adresse au monde musulman auquel il propose une relation fondée sur *"l'intérêt et le respect mutuel"* est immédiatement suivie de remarques sur *"les dirigeants du monde qui cherchent à semer la guerre, ou à faire reposer la faute des maux de leur société sur l'Occident..."*. Avec cette allusion transparente aux mœurs politiques moyen-orientales, balancée plus loin par des ouvertures, le président se réserve d'actionner toutes les figures de l'art politique mais il ne révèle pas ce que sera la colonne vertébrale de son action.

En l'absence d'un exposé formel de la doctrine Obama au Proche Orient, force est d'utiliser un certain nombre de sources indirectes pour approcher les contours de la future relation israélo-américaine et des enjeux qui lui sont associés. Ces sources sont nombreuses et fournies. La première clé à laquelle on se réfère généralement est la nomination des responsables des postes stratégiques. Le choix des personnalités appelées à la tête du département d'État, Hillary Clinton, du Conseil national de sécurité, James Jones, à la défense, Robert Gates, et le titulaire du poste d'envoyé spécial au Proche-Orient, Georges Mitchell, donne sans doute quelques indications. Il faut cependant se garder de conclusions hâtives car Obama s'est appliqué à désigner à la tête de l'ensemble des administrations et auprès de lui à la Maison Blanche, des personnalités aux options profondément différentes² Plus encore, c'est le style de direction du président, la clarté et la fermeté de ses vues propres, qui donneront plus ou moins de latitude aux responsables des Départements. Les convictions de ces derniers, telles que les média nous les renvoient, doivent d'ailleurs être reçues avec prudence : Hillary Clinton, élue de New York, pouvait-elle ne pas être "pro israélienne", George Mitchell ou James Jones pouvaient-ils rédiger naguère des rapports qui n'étaient pas ceux qu'attendaient leurs commanditaires, Bill Clinton et Condolezza Rice ?

Pour anticiper les choix du nouveau président, il est sans doute plus pertinent de se pencher sur les tendances lourdes de la relation israélo-américaine, sur les contraintes politiques et stratégiques dans lesquelles les décisions d'Obama

devront s'inscrire, et sur les options en concurrence qui émergent des vigoureux débats en cours dans les élites dirigeantes, alimentés par de nombreuses publications.³

Israël sous la lunette américaine

Il y a une vision mythique et sucrée du rapport d'Israël aux Américains, celle de l'éternel enfant gâté à qui l'on passe tout parce qu'il a été jadis très souffrant. Elle est partagée par certaines communautés juives occidentales, par les Arabes antisionistes, et les milieux anti yankees en Europe. Il s'agit d'une caricature car les rapports des deux sociétés ont été souvent dénués de toute empathie⁴.

La Shoah fut ignorée du public américain suite à la censure imposée par le *New York Times*, sa seule fenêtre sur l'actualité internationale de l'époque⁵ ; l'aviation alliée ne leva pas le petit doigt pour bombarder les accès aux camps de concentration allemands. On sait qu'Harry Truman dut mettre en échec les menées obstinées de son exécutif pour avaliser le plan de partage de 1947 puis reconnaître le nouvel État créé le 14 mai 1948. L'administration américaine savait que cette reconnaissance allait avoir un coût avec les Arabes, que le drame des Juifs ne justifiait pas. On a beaucoup conjecturé pour expliquer l'attitude de Truman. On a avancé des motifs religieux, moraux, une sensibilité au martyr des Juifs. D'autres ont pensé à un calcul électoral ou à un procédé habile pour débarrasser l'Europe d'un fardeau qu'elle ne parvenait pas à gérer. En tout état de cause, revanche de la géostratégie, l'Amérique de Truman et de ses successeurs n'apporta ni armes ni assistance à l'État naissant.

En 1956, suite à l'opération franco-anglo-israélienne en Égypte, D. Eisenhower et J. F. Dulles exigeaient abruptement l'arrêt des combats contre une garantie de circulation libre dans le Golfe d'Aqaba. L'intérêt arabe triomphait sur celui des alliés européens et naturellement sur celui d'Israël, tant et si bien que lorsqu'en 1967 Aba Eban fit valoir cette garantie auprès du président Johnson, il s'entendit dire que le texte avait été égaré.

La période 1967-1991 fut l'âge d'or de la relation entre les deux pays. Dès 1967, les États-Unis neutralisaient la menace soviétique et accordaient ensuite une aide militaire et financière tout à fait considérable à l'État juif. Ce sursaut n'avait rien d'un soudain scrupule moral ou d'une poussée d'admiration. Dans le théâtre proche-oriental de l'affrontement des blocs, Israël faisait office d'appui régional solide face à la poussée soviétique, et d'écran protecteur pour l'Arabie saoudite, le Golfe et toute la péninsule Arabique contre le nationalisme arabe, incarné par l'Égypte et la Syrie et armé par les Russes. Or, c'est là que se trouve le pétrole dont l'Amérique, alors engluée au Vietnam, a tant besoin. Durant toute la période, le soutien à Israël reflétait des intérêts américains urgents et

bien compris. Il fut loin d'être lisse. Les Américains s'attachèrent par exemple à limiter les victoires militaires d'Israël, interdisant la destruction d'une armée égyptienne encerclée, stoppant d'autorité ses troupes à 40 km de Damas et à 100 km du Caire en 1973. Ronald Reagan mettait plus tard Israël en demeure de se retirer du Liban, sans beaucoup d'égards, suite à l'opération internationale de communication sur Sabra et Chatila qui avait soulevé la rue arabe.

Ce soutien commença à se retourner vraiment au moment de la guerre de 1991. Comme le confirme Brent Scowcroft⁶ qui était alors aux commandes, les Américains bâtirent leur vaste coalition contre Saddam Hussein qui s'était annexé le Koweït sur la promesse faite aux Arabes de pressions contre l'État juif pour engager un "processus de paix".

Ils mirent leur engagement à exécution à l'issue de la campagne irakienne, contraignant Israël à s'asseoir à la même table que l'OLP à Madrid en 1991. Il faut dire qu'Arafat était devenu pour eux un dirigeant fréquentable parce qu'il avait nuancé verbalement sa doctrine de destruction d'Israël en décembre 1988. Il n'est pas sûr qu'ils se contenteraient, dans la conduite de leurs propres affaires, de ce genre de virage verbal pour inviter Oussama Ben Laden à la Maison Blanche. Dans les années qui allaient suivre, la politique américaine s'est présentée comme une suite ininterrompue de soutiens et de pressions, reçus avec plus ou moins de bonheur par les équipes israéliennes au pouvoir, visant toujours la préservation, le renforcement et la légitimation de la partie palestinienne quel que soit son comportement.

Un premier ami d'Israël, Bill Clinton

Il n'est pas inutile de passer brièvement en revue les grands traits de l'intervention dans le conflit israélo-palestinien des administrations Clinton et Bush à l'époque des "processus de paix". Il est nécessaire en effet de faire justice de la théorie du "chèque en blanc" donné par l'Amérique à Israël et prendre la véritable mesure de l'action de G. Bush II, le président dit-on le plus israélophile de l'Histoire. Bill Clinton a poursuivi l'action entamée par G. Bush I, matérialisée par la légitimation de l'OLP et la tenue de la conférence de Madrid. Il a poussé à la signature d'un accord solennel entre Israël et l'OLP, bien que la version "Oslo" de cet accord, avec Arafat comme partenaire, doive tout aux Israéliens.

La cérémonie de la poignée de mains entre Arafat et Rabin sur le perron de la Maison Blanche organisée par Rahm Emmanuel, l'actuel collaborateur d'Obama, et voulue par Bill Clinton, a donné à Arafat qui déposait à peine son habit de terroriste, une légitimité et une aura internationale dont il s'est ensuite remarquablement servi, et même, Ô farce, un prix Nobel de la paix ! Une équivalence morale⁷ était consacrée entre l'héritier d'une prodigieuse saga faite de

labeur, de courage et de créativité⁸ et le leader d'un mouvement qui a jeté les bases du terrorisme contemporain. C'est ce désastre politique et moral qu'exprimait la terrible hésitation de Rabin à tendre la main. La demande de cette mise en scène émanait de Clinton.

Alors qu'à partir de la mise en œuvre d'Oslo les attentats se multipliaient, démentant jour après jour le fondement de l'accord, - la renonciation des Palestiniens à la violence -, l'administration américaine exerçait des pressions incessantes pour qu'Israël modère ses réactions et poursuive ses rétrocessions. Le sommet du cynisme devait être atteint le 7 octobre 2000, quand les États-Unis permirent le vote de la résolution 1322 du Conseil de sécurité qui condamnait Israël pour les violences qui inaugurèrent la seconde Intifada lancée par Arafat. Cette nouvelle vague de violence intervenait à l'issue de Camp David II dont Clinton avait forcé le calendrier pour achever son mandat par une grande réalisation. Ce faisant, il avait acculé Israël à une suite de nouvelles concessions majeures mais vaines, et déclenché lui-même, involontairement, le mécanisme de l'Intifada qui frappait Israël. Et il n'a pas empêché sa condamnation...

Un second premier ami d'Israël, Georges W Bush

G. Bush II de son côté s'est, dit-on, désintéressé du Proche-Orient jusqu'à la dernière année de son double mandat quand il a convoqué la conférence d'Annapolis (27 novembre 2007). En attendant, il aurait donné un blanc-seing aux Israéliens pour enterrer le processus de paix, écraser les Palestiniens et poursuivre la "colonisation".

Il est vrai que l'administration Bush a fait barrage, des années durant, aux résolutions du Conseil de sécurité condamnant Israël sur tous les sujets. C'est qu'une grande puissance ne peut pas se permettre de voir un théâtre stratégique entrer brutalement dans une phase de chaos. Israël essayait alors de plein fouet l'Intifada II, une guerre terroriste d'un type nouveau dont l'issue paraissait incertaine. Si le Conseil de sécurité s'était joint à la campagne, toute la communauté internationale se serait transformée en supplétive de la guerre d'Arafat, exposant Israël à un risque de dislocation sous le double coup de boulot des attentats-suicide et d'une hostilité unanime du monde. Le soutien de Bush compensait simplement l'excès des coups assenés par l'Europe à Israël⁹. G. Bush II n'est cependant pas étranger à une détérioration considérable de la position d'Israël au Proche-Orient.

On lui doit la formalisation de l'impératif d'un État palestinien, connue sous le nom de "solution à deux États". Il évoquait la création d'un tel État pour la première fois le 2 octobre 2001, quelques jours après le 11 septembre, et la confirmait officiellement le 24 juin comme axe stratégique de la politique améri-

caine dans la région. Il gravait cette orientation dans le marbre en faisant adopter juste avant son départ une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU¹⁰ réaffirmant ce principe.

On lui doit le découplage entre le terrorisme qui frappe les États-Unis et le reste du monde et le terrorisme qui frappe Israël. C'est ainsi qu'en décembre 2005, G. Bush II cite comme terroristes les attentats du 11 septembre à New York, ceux de Londres, Madrid, Bali, Riyad, Aman, sans mentionner la moindre localisation en Israël. C'est dans le même esprit qu'il s'est toujours refusé à l'élimination d'Arafat du jeu politique, comme il s'est initialement opposé à l'opération *Bouclier de Défense* d'avril 2002 qui a joué un rôle clé dans la défaite de l'Intifada II. Il s'était déjà opposé aux éliminations ciblées, imposant à Israël pendant un an, jusqu'au 11 septembre, un embargo sur les pièces de rechange des hélicoptères¹¹. Il a de même été défavorable à la construction de la barrière de sécurité. Certaines de ses déclarations valent bien celles d'un Jacques Chirac en Europe¹².

On lui doit aussi en août 2005 une véritable humiliation d'Israël à l'occasion d'un contrat de vente d'armes à la Chine, exigeant des excuses écrites et la démission du général Amos Yaron. Il fournissait au même moment à l'Égypte et à l'Arabie saoudite des armes ultramodernes constituant une menace de premier ordre pour l'État juif.

Bush II a commis par ailleurs une faute extrêmement lourde de conséquences pour Israël et la région quand il a consenti à la participation du Hamas aux élections législatives palestiniennes de janvier 2006 qui allaient leur donner la majorité, alors que cette participation supposait une adhésion préalable aux principes et aux traités d'Oslo. Cette faute était aggravée par le refus d'associer Israël au contrôle du passage de Rafah, laissant le champ libre à l'armement de plus en plus massif et sophistiqué du Hamas.

Le 7 décembre 2007, G. Bush II autorisait la publication du rapport extravagant du National Intelligence Estimate¹³ concluant à l'interruption du programme nucléaire iranien depuis 2003, avant de refuser à Israël d'intervenir en Iran en 2008¹⁴

L'initiative d'Annapolis enfin, lui revient aussi. Très contraignante pour Israël, déclenchée en plein borborygme irakien, elle répondait à l'éternel désir d'améliorer les relations des États-Unis avec le monde arabe. Elle n'hésitait pas pour cela à sauter les obligations des phases 1 et 2 de la Feuille de route pour offrir immédiatement aux Palestiniens des négociations sur le statut final. Pire encore, Olmert était contraint d'avaloir une couleuvre de taille juste avant l'ouverture des travaux, la signature d'un document où il s'engageait à "*s'opposer au actes de terrorisme et d'incitation à la haine, qu'ils soient commis par des Palestiniens ou des*

Israéliens".¹⁵ Il était contraint de s'auto accuser de terrorisme, sur le même plan que les Palestiniens.

En définitive, le tableau des présidences américaines de l'époque du processus de paix a quelque chose de rassurant pour ceux qui s'interrogent sur les risques de celle d'Obama.

Le Proche-Orient change vite

En fait, l'équation israélo-américaine s'avère très ordinaire. Au-delà des effusions, des refroidissements et des coups bas, chacune des parties poursuit ses intérêts nationaux propres, importants pour les Américains, vitaux pour les Israéliens. Tout se résume pour les États-Unis à la recherche d'un compromis entre leur priorité stratégique arabe liée au pétrole et la pérennité d'Israël¹⁶ comme appui régional solide, tout en conservant une grande sensibilité aux soubresauts de l'opinion arabe. C'est dans ce cadre indépassable que s'inscrira l'action de Barack Obama.

La prévision serait aisée et il n'y aurait plus grand-chose à anticiper de la politique d'Obama si les conditions générales de la région ne s'étaient pas radicalement transformées depuis les grandes heures d'Oslo et de la seconde Intifada. On assiste en effet depuis quelques années à la fragilisation considérable d'États arabes clés, essentiellement l'Égypte et l'Arabie saoudite, qui affaiblit l'assise du contrôle américain sur les ressources locales d'or noir, tellement indispensables. Cette fragilisation est d'abord due à l'incapacité des États arabes d'assurer les conditions politiques et économiques d'une vie décente à leur société en proie à une forte poussée démographique et au choc de la modernité. Elle provient aussi de la poussée expansionniste d'un axe Iran-Syrie qui leur pose un défi de sécurité majeur, avec à la clé, l'introduction d'armes nucléaires, l'implantation à leurs portes de puissantes milices armées, - Hezbollah, Hamas, Armée du Mahdi de Moqtada Sadr -, et une influence déstabilisante sur les minorités intérieures chiites.

Pour compliquer les choses, les États-Unis demeurent de leur côté sous le coup d'une expérience militaire traumatisante en Irak. Ils doivent affronter au même moment une guerre en Afghanistan, les convulsions du Pakistan, les poussées russe et chinoise, et *last but not least*, une crise économique aux contours mal cernés.

Cette combinaison d'une instabilité nouvelle du Moyen Orient et d'un sentiment d'accablement des États-Unis¹⁷, peut conduire ces derniers à des décisions non maîtrisées dans le conflit israélo-arabe. C'est cette impression d'impuissance face aux nouvelles réalités qui a provoqué aux États-Unis des débats géostratégiques et idéologiques qui mettent en cause d'anciens consensus. C'est cette impres-

sion d'impuissance propice à l'apaisement systématique et aux pressions excessives, qui fait peser des incertitudes nouvelles sur l'État juif.

La doctrine de Brent Scowcroft et Zbigniew Brzezinski

Avec l'enlèvement en Irak et la montée de l'hostilité des Arabes et des musulmans, les élites américaines ont eu le sentiment que le monde se dérobaient sous leurs pieds. Leur réponse à cette angoisse a suivi grossièrement deux lignes de forces. La première, animée par une hostilité ancienne envers l'État juif, fait d'Israël la source de tous les problèmes entre l'Occident et le monde musulman, arabe en particulier. Très répandue dans les élites françaises cette vision s'est incarnée aux États-Unis dans les imprécations de Jimmy Carter¹⁸ et les écrits plus subtils et documentés des professeurs J. Mearsheimer et S. Walt incriminant le lobby juif américain, coupable d'avoir pris le contrôle de la politique étrangère américaine et d'en avoir fait l'instrument d'Israël.¹⁹

La faiblesse des arguments et la forte connotation antisémite de ces publications leur ont attiré de nombreuses réfutations. Elles se sont cependant imposées comme des thèmes importants du débat public américain entre 2006 et 2008. Mais de telles constructions idéologiques influencent peu les cercles du pouvoir. Confrontés aux basses réalités, ils sont à la recherche de solutions fondées sur des diagnostics plus sérieux.

Le second courant est alimenté par des professionnels de la politique étrangère et des *think tanks*.

C'est ainsi qu'un programme d'intervention assez détaillé est proposé au nouveau président par les deux grands vétérans de la politique internationale américaine, l'un conservateur, Brent Scowcroft, l'autre démocrate, Zbigniew Brzezinski²⁰. Leur plan est fondé sur plusieurs constats :

Le caractère prioritaire d'une solution définitive : le conflit israélo-palestinien est "la source essentielle d'antiaméricanisme chez les Arabes du Proche Orient".²¹ De plus, les facteurs d'instabilité en œuvre au Moyen-Orient et dans le monde (effondrement possible de l'Égypte, du Pakistan) pourraient mettre les États-Unis face à une situation ingérable ; il faut donc éliminer d'abord ce vieux facteur de tension.

Une attitude extrêmement directive des USA est inévitable. Les acteurs sont incapables de régler eux-mêmes le problème, "trop profond, trop vaste, trop chargé d'émotion, trop enraciné". Il faut donc que les États-Unis "imposent", "aident". Ils doivent énoncer les principales conditions d'un accord et dire : "Le reste est votre affaire, à vous de négocier les détails."²²

Suivent les fameuses conditions en 4 points :

Pas de droit de retour des Palestiniens en Israël

Partage de Jérusalem

Retour aux frontières de 1967 avec une compensation rigoureuse des terres conservées par Israël dans les blocs d'implantation

Un État palestinien démilitarisé. Pour qu'Israël, qui manque de profondeur stratégique, ait des assurances sur sa sécurité, des troupes de l'OTAN seraient déployées en Cisjordanie.

Le point de vue des anciens conseillers présidentiels, une adaptation du plan "saoudien" de 2002, cet ultimatum déguisé pour faire aboutir les exigences arabes, est loin de recueillir un consensus. Elle attribue à un règlement final du conflit israélo-palestinien des effets magiques : le leadership américain serait à nouveau plébiscité par les Arabes, le pouvoir attractif du Hezbollah et du Hamas affaibli, et le climat psychologique de la région transformé.

Les nombreux critiques de cette orientation lui opposent que les vraies priorités sont ailleurs (Georges Friedman de Stratfor les situe en Russie et en Afghanistan), que la situation n'est pas mûre à l'évidence pour une solution définitive, mais aussi qu'une solution est inconcevable sans traiter aussi le contexte régional. Des plans comme celui de Scowcroft et Brzezinsky cachent en fait une politique très simple : des pressions sur Israël pour revenir à 1967. Ils recueillent les suffrages des gauches occidentales (courant idéologique dans auquel appartient aussi, par exemple l'UMP en France), des Arabes de tout poil, mais aussi des radicaux islamistes comme le Hamas qui y voient une étape de la reconquête. L'unanimité des gauches occidentales et de nombreux responsables américains est d'autant plus surprenante que cette politique est expérimentée depuis plus de 15 ans et qu'il est patent qu'elle n'a fait qu'aggraver la violence et les antagonismes.

C'est d'ailleurs toute la politique des "processus de paix" de Georges Bush I à Bill Clinton et à Georges Bush II qui visait la conciliation avec les régimes et l'opinion arabe au prix d'une succession de pressions pour faire entrer Israël dans la coquille, intenable, des lignes de 1967. Obama pourrait-il s'y ranger lui aussi ? Il y des raisons de penser que non. En effet, juste avant son investiture, la rumeur avait couru qu'il soutiendrait immédiatement l'initiative saoudienne. Il l'a fait démentir dans un premier temps, avant de la mentionner vaguement dans son intervention d'intronisation de Georges Mitchell. La nomination de celui-ci comme envoyé spécial au Proche-Orient ne plaide pas beaucoup dans ce sens, dans la mesure où Mitchell est un sage fort âgé, que l'on voit mal assumer comme naguère Henry Kissinger, les "rounds" épuisants de négociations au "forcing". A la différence d'Holbrooke, son *alter ego* pour l'Extrême Orient, Mitchell a davantage le profil du fin médiateur dans un parcours de longue haleine que celui d'un taureau qui passe en force. Mais ce qui fait le plus

douter qu'Obama investisse son temps et son prestige dans cette "priorité", c'est l'option de "l'engagement" qu'il a mise en avant tout au long de sa campagne. Cette option le porte davantage à une vision élargie, et non focalisée sur la question israélo-palestinienne du Moyen-Orient.

« L'engagement » et les propositions de Richard N. Haass et Martin S. Indyk ²³

Georges Bush II a été indiscutablement le bouc émissaire de la campagne électorale américaine et l'essentiel de la campagne de Barack Obama a consisté se sculpter une image rassurante, au miroir d'une caricature grossière de sa politique. C'est ainsi que l'idée "d'engagement" ou d'ouverture au dialogue avec tous les adversaires, l'envers de "l'unilatéralisme" imputé à Bush, s'est imposée comme l'alpha et l'oméga de la nouvelle Amérique. Matérialisant cet "engagement", la mesure phare de la politique internationale du candidat était l'ouverture immédiate de négociations avec l'Iran, sans conditions, même si ce pays continue à enrichir de l'uranium.

Dans cette vision, le centre de gravité des tensions se déplace vers l'Iran, et la prise en compte de l'ensemble de la région l'emporte sur la focalisation traditionnelle sur le conflit israélo-palestinien.

Cette approche était déjà recommandée par le rapport Baker-Hamilton de décembre 2006, les co-présidents démocrate et républicain de l'*Iraq Study Group*, une commission parlementaire mixte créée pour chercher des voies de sortie de l'impasse irakienne. Le rapport partait déjà de l'idée que "les États-Unis devaient tenter d'engager un dialogue constructif avec ces deux pays [la Syrie et l'Iran]". Et, dans un flot de recommandations, il associait toute stabilisation durable de la région à la solution des conflits entre Israël et son environnement, palestinien et arabe. Il en découlait force mesures autoritairement imposées à Israël, comme la rétrocession des Hauts du Golan à la Syrie et la réunion de conférences sur le modèle de Madrid.

Il faut noter que contrairement à l'*Irak Study Group*, Obama n'a pas lié dans sa campagne électorale la question de la nucléarisation de l'Iran, devenue principale, à la question d'Israël. Il faut noter aussi avec deux ans de recul que le facteur principal de la stabilisation de l'Irak n'a pas été le dialogue avec l'Iran (il a eu lieu sur certaines questions), ni la rétrocession du Golan, mais l'initiative militaire du nom de "Surge" conduite par le général David Petraeus

Dans leurs recommandations beaucoup plus mesurées que celle du rapport Baker-Hamilton, R. Haass et M. Indyk proposent eux aussi une approche régionale, fondée comme il se doit sur "l'engagement". Les experts réunis par les deux commanditaires ont travaillé dix huit mois avant de livrer leur analyse. Les

questions de l'Iran et de la Syrie sont leur préoccupation dominante, mais on en vient nécessairement au conflit israélo-arabe, non pas pour lui-même, mais parce qu'il constitue un levier de déstabilisation actionnée par l'Iran et la Syrie. Les experts, qui sont opposés à toute action militaire contre l'Iran, proposent de calmer l'impatience d'Israël devant les progrès du programme nucléaire iranien par des garanties nucléaires et des systèmes de missiles anti-missiles. Ils recommandent aussi de façon assez floue de promouvoir des accords de paix entre Israël et ses voisins, sur la base de l'initiative saoudienne...

Point d'étape

Ce panorama des débats au sein des milieux dirigeants américains et des *think tanks* qui leur sont proches, une des sources essentielles des analyses du pouvoir désormais en place, reflète un grand désarroi. Comment protéger les intérêts des alliés arabes sans trop nuire à ceux, existentiels, d'Israël ? Comment les rassurer face au cauchemar iranien sans ouvrir un nouveau front militaire, comment prévenir une prolifération nucléaire incontrôlable au Moyen-Orient ? Comment désarmer la poudrière de la rue arabe avec des mollahs qui pratiquent une habile politique du pire comme à Gaza ?

Il y a pour Obama deux façons de poursuivre « le processus de paix ». La première consiste à continuer des cycles de discussions bilatérales israélo-palestiniennes et progresser tant bien que mal vers une véritable autogestion des territoires par les Palestiniens. Ce point est capital car la meilleure des solutions est le gouvernement des Arabes par des Arabes.

Par contre, la création d'un véritable État, aboutirait à un vrai conflit entre Américains et Israéliens pour trois raisons :

la sécurité d'Israël exige, vu son cruel manque de profondeur stratégique, que les anciennes Judée et Samarie ne tombent jamais entre les mains de djihadistes, quelle que soit leur obédience ;

un État « démilitarisé » est un songe de diplomate. S'il dispose d'une véritable souveraineté, tout État passera les alliances de son choix, affichées ou pas, et trouvera les moyens de s'armer, ouvertement ou clandestinement ;

les troupes de l'OTAN, ont été évoquées en premier par James Jones, le nouveau chef du Conseil National de Sécurité, pour garantir cette sécurité. Or on voit mal ces troupes se convertir brutalement au renseignement en milieu palestinien et se battre bec et ongles, à l'image des Israéliens, pour une cause qui ne sera jamais la leur. Israël a été vacciné par l'expérience de la Finul au Liban, où le Hezbollah a triplé son arsenal depuis que l'ONU lui a interdit en 2006 de la reconstituer.

Le second champ possible d'affrontement israélo-américain est l'armement

nucléaire de l'Iran. Un très prestigieux groupe d'experts, la *Presidential Task Force*, traitait en juin 2008, dans un rapport fameux au nouveau Président²⁴, du risque d'une détérioration grave des relations israélo-américaines, si Israël est laissé seul, ou se considère comme seul, face à l'Iran. Pour prévenir ce risque Barack Obama devra prendre rapidement conscience que le gadget électoral de « l'engagement » confine à l'absurdité avec le régime des mollahs, et agir réellement pour leur interdire l'arme suprême, un impératif autant américain et occidental qu'israélien. Des conversations interminables donnant au régime iranien le temps d'aboutir, serait le point de départ d'un profond divorce entre les deux nations.

C'est dans ce jeu complexe, loin des postures idéologiques et des coups de tête, qu'Obama devra arrêter une stratégie. Tout montre, MM. Védrine, Villepin nous en tiendront peut-être rigueur, que les conflits régionaux dans lesquels Israël est impliqué ne sont pas au centre des affrontements du Moyen-Orient, même si l'Iran, le véritable problème, les utilise pour alimenter les diversions qui lui permettent d'avancer son programme nucléaire militaire. Sur le théâtre moyen-oriental, la question est donc davantage une question israélo-iranienne et arabo-iranienne qu'une question israélo-arabe. Il serait fâcheux que la Maison Blanche s'emploie à donner des réponses inadéquates à de fausses questions.

notes

1. *Text of inaugural speech of Président Obama* 20 janvier 2009 traduit par l'AFP.
2. Voir l'éditorial du Wall Street Journal "Opacity of Hope" du 20 janvier 2009 <http://online.wsj.com/article/SB12324083988695813.html>
3. Brent Scowcroft et Zbigniew Brzezinski *America and the World. Conversations on the Future of American Foreign Policy* Basic Books Preseus Books Group, New York, 8 sept. 2008, *Restoring the Balance A Middle East Strategy for the Next President* (Saban Center – Council on Foreign Relations Book) par Richard N. Haass et Martin S. Indyk Paperback 13 déc. 2008.
4. Il semble que la création d'un état juif en Palestine ait été discutée par les Américains dès 1844. Abraham Lincoln aurait déclaré que "le retour des Juifs dans leur ancien foyer national en Palestine... est un rêve noble, partagé par de nombreux américains". Lincoln étant la référence historique de Barack Obama la relation avec Israël devrait devenir plus chaleureuse. Voir la présentation de l'ouvrage de Michael B. Oren *Power, Faith, and Fantasy : America in the Middle East : 1776 to the Present*, Paperback, 5 fevr. 2008, par Asaf Romitowsky *Journal of International Security Affairs* N° 14 Printemps 2008.

5. Voir *Relégué en page 7 : Quand le New York Times fermait les yeux sur la Shoah*, Laurel Leff, Calmann-Lévy 1^{er} octobre 2007.
6. Voir Brent Scowcroft et Zbigniew Brzezinski, op. cit. ou sa traduction française "*L'Amérique face au monde*", Pearson, 2008, p. 19.
7. Voir Michel Gurfinkiel *Le grand vizir d'Obama* 12 nov 2008 <http://michelgurfinkiel.com/articles/197-USA-Le-grand-vizir-dObama.htm>
8. Pensons aux efforts déployés depuis les pionniers sionistes, de l'assèchement des marécages où 10 % des travailleurs perdaient la vie à la plantation des forêts, aux systèmes d'irrigation et à la naissance d'une économie de haute technologie.
9. La destruction d'Israël constituerait pour l'exécutif américain un problème très difficile à gérer. Quel serait le comportement de l'opinion américaine, quel impact électoral, que ferait-on des réfugiés juifs ? En général, les puissances responsables sont très réticentes au bouleversement radical d'un théâtre stratégique, craignant le déclenchement de processus incontrôlables. C'est pour cela par exemple que la France et le Royaume Uni empêchèrent les Russes de détruire l'Empire Ottoman lors de la guerre de Crimée en 1853. Le fait que l'Europe, la France en particulier, n'aient plus les moyens militaires de la responsabilité, peut en revanche les conduire à des comportements irresponsables comme le soutien au pire extrémisme palestinien durant la seconde Intifada ou, pour la France, le choc frontal avec Israël pour entraver l'opération de neutralisation du Hamas entamée le 27 décembre 2009.
10. Résolution du Conseil de Sécurité n° 1850 du 16 décembre 2008.
11. Révélé par l'ancien chef des renseignements israéliens Avi Ditcher *US stopped parts sales during intifada* Nathan Guttman Jerusalem Post 22 septembre 2005.
12. Ainsi la déclaration suivante de G.W. Bush, de novembre 2003 : "*Israël devrait geler les chantiers des implantations, démanteler les avant-postes non autorisés, mettre un terme aux humiliations infligées quotidiennement au peuple palestinien, et ne pas compromettre les négociations finales en érigeant des murs et des clôtures.*"
13. Rapport collectif des 16 agences américaines de renseignement.
14. *U.S. Rejected Aid for Israeli Raid on Iranian Nuclear Site* par DAVID E. SANGER, New York Times, 10 janvier 2009 http://www.nytimes.com/2009/01/11/washington/11iran.html?_r=1
15. "*We express our determination to bring an end to bloodshed, suffering and decades of conflict between our peoples ; to usher in a new era of peace, based on freedom, security, justice, dignity, respect and mutual recognition ; to propagate a culture of peace and non-violence ; to confront terrorism and incitement, whether committed by Palestinians or Israelis.*" Déclaration commune israélo-palestinienne lue par le président Bush en ouverture de la conférence d'Annapolis le 27 novembre 2007.
16. On a vu (note 9) que les États-unis ne peuvent pas permettre la destruction d'Israël.
17. "*...la perte de confiance dans tout le pays n'en est pas moins profonde, nourrie de la crainte tenace que le déclin de l'Amérique soit inévitable et que la prochaine génération doive diminuer ses ambitions.*" En reconnaissant d'emblée cet état moral de la nation américaine dans son adresse inaugurale, Barack Obama envoie un signe très encourageant. L'identification et la verbalisation du problème sont les meilleurs indices d'une éventuelle capacité de rebond des États-unis.

18. *Palestine : Peace Not Apartheid*, Jimmy Carter Paperback, 18 sept. 2007.
19. *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy* par John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt Paperback, 2 sept. 2008. Cet ouvrage est le développement d'un long article intitulé pareillement, mis en ligne sur le site de Harvard en 2006 puis retiré pour sa tonalité antisémite.
20. On leur doit *America and the World*, op. cit. et un important article *Middle East Priorities For Jan. 21*, Washington Post, le 21 nov. 2008, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/11/20/AR2008112003008.html>
21. *America and the World*, traduction française op. cit. p. 28.
22. *America and the World*, traduction française op. cit. p. 97.
23. *Restoring the Balance* op. cit., *A New U.S. Strategy for the Middle East* Richard N. Haass et Martin Indyk, *Foreign Affairs*, janv/févr. 2009 <http://www.foreignaffairs.org/20090101faessay88104/richard-n-haass-martin-indyk/obama-s-middle-east-agenda.html>
24. Presidential Task Force 2008, *Statement Of The Presidential Task Force On The Future Of U.S.-Israel Relations*, juin 2008, <http://washingtoninstitute.org/download.php?file=USIsraelTaskForceReport.pdf>. Traduction française sur le site Objectif-info <http://www.objectif-info.com/index.php?id=1056>